

## HANOUNE INTERPELLE BOUTEFLIKA :

## «Arrêtez le chant des sirènes de l'oligarchie !»

**Une fois de plus, Louisa Hanoune s'adresse au président de la République. A Bouteflika, elle demande de tenir ses promesses en matière de réformes. Elle lui demande de rendre la parole au peuple dans le cadre d'un processus constituant et d'«arrêter l'engrenage de la pagaille» et les chants des sirènes de l'oligarchie qui séduisent de plus en plus de hauts responsables.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - L'Algérie est face à un virage décisif, estime Louisa Hanoune. De hauts responsables sont, dit-elle, épatés par une oligarchie qui a «tissé une toile d'araignée dans les institutions de l'Etat».

Aux dangers qui viennent de l'extérieur, s'ajoutent, selon Hanoune, ceux internes. Ces derniers, dit-elle, sont encore plus graves avec une corruption à grande échelle et le siphonnage des deniers publics qui préparent le terrain aux ingérences extérieures. Une situation qui annonce, selon la secrétaire

générale du PT, «des lendemains incertains» alors que les responsables algériens sont pris de panique en l'absence de vision politique et économique claire au moment où l'oligarchie prédomine et appelle à une privatisation tous azimuts.

C'est dans ce contexte que la première responsable du PT se dit inquiète des intentions de certains ministres, notamment ceux des Transports et des Finances.

Le PT enregistre avec inquiétude les premières concessions à l'oligarchie avec la réduction de la taxe sur l'activité profes-

sionnelle et s'interroge sur le retard pris dans l'application de l'abrogation de l'article 87-bis. Hanoune s'est insurgée, hier, contre la récente sortie médiatique de Temmar, «un repent du socialisme» qui, dit-elle, doit rendre des comptes sur sa politique de privatisation.

La secrétaire générale du PT réunissait, hier, à Alger, les cadres du centre du pays à la salle El-Mouggar. Une salle qui a souvent réagi par des youyous et des applaudissements à son discours dans lequel Hanoune a estimé que le pays traversait une des périodes les plus difficiles de son histoire. La continuité de l'Etat est menacée, dit-elle, puisque l'Algérie est «cernée» par les conflits.

Aux menaces terroristes à ses frontières, s'ajoute la récente décision du Président tunisien



Hanoune annonce des lendemains incertains.

Photo : NewPress

qui a accepté la présence de troupes américaines sur son sol. Ce qui constitue, aux dires de la première responsable du PT, une menace pour l'Algérie. Seul espoir, dit-elle, un sursaut des Tunisiens pour dire non à

cette présence. La menace étrangère n'est pas de l'ordre de la fiction mais une réalité qui impose de régler les problèmes en interne pour immuniser la nation algérienne.

N. I.

## SOLIDARITÉ POUR FAIRE FACE À LA CRISE

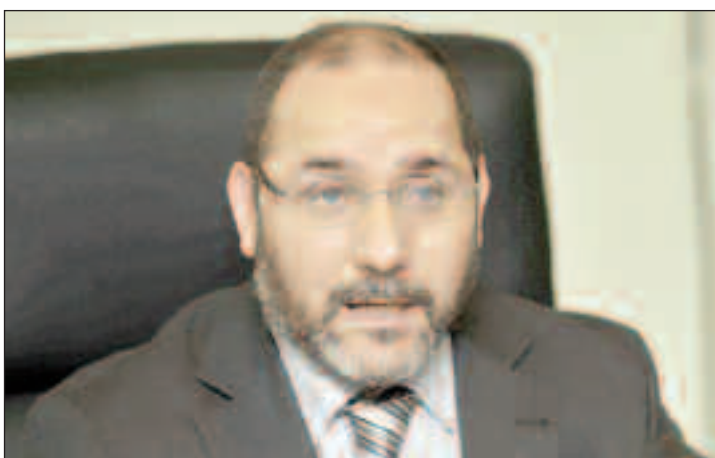
Mokri «décline»  
l'invitation de Sellal

**Le président du MSP décline l'invitation faite par le Premier ministre à l'opposition pour les besoins d'une solidarité à l'effet de faire face à la crise socioéconomique du pays dont il a fait l'aveu la semaine dernière.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - «Mais nous ne pouvons nous solidariser avec un pouvoir qui a institué la corruption, généralisé le clientélisme par centaines de milliers, barré la route aux patriotes et aux nationalistes qui veulent sauver le pays» a répliqué Abderezzak Mokri. Inaugurant les travaux d'une réunion organique ayant regroupé nombre de responsables de bureaux de wilaya du mouvement, l'orateur a tenu, dans ce sillage, à rafraîchir la mémoire de Abdelmalek Sellal et les pairs du pouvoir que le MSP en particulier, et l'opposition plus globalement, avait tiré la sonnette d'alarme «il y a plus de deux ans de cela à propos d'une situation du pays qui n'était pas bonne du fait d'une mauvaise gouvernance. Les responsables ne se soucient ni du présent encore moins de l'avenir du pays. Ils se moquaient de nous et nous accusaient de semer la zizanie et de cultiver le désespoir».

Poursuivant son rappel, Mokri a précisé que «la disponibilité financière des dernières années n'a bénéficié qu'à une minorité au sein du pouvoir pour affaiblir le pays et n'a rien fait pour développer ce dernier».

Et de considérer de «pas raisonnables les 800 milliards de dollars dépensés en 15 ans avec seulement une croissance qui



Mokri déplore la mauvaise gouvernance.

Photo : Samir Sid

n'a jamais dépassé les 4%, avec encore pas moins de 600 000 entreprises pour leur majorité faibles puisque n'employant pas plus de 3 ouvriers». Pour lui, le pire est à venir puisque, selon lui, «les vraies difficultés ne commenceront qu'à partir du deuxième semestre de l'année 2016». Et de poursuivre en affirmant que «la situation est d'autant plus grave que les réserves en hydrocarbures sont en perpétuelle chute depuis 20 ans ajoutée à la baisse drastique des capacités de production colmatée par les cours de l'or noir».

D'où son appel au sens des responsabilités de tout un chacun, lui pour qui «les choses sont claires, chacun de nous est devant sa conscience, son nationalisme. Personne ne peut fuir ses responsabilités».

Evoquant les récents changements intervenus à certains niveaux de responsabilité et le viol du règlement intérieur de l'APN, le président du MSP s'est interrogé : «où allons-nous ? Y a-t-il des hommes et des femmes dans ce pays ?»

Pour Mokri, la désignation d'un directeur de publication

comme responsable de l'Anep est «anticonstitutionnelle» dès lors, selon lui, qu'il y a là un «grave conflit d'intérêt», ledit quotidien «appartenant à un homme d'affaires» bien connu pour sa promiscuité avec les centres de décision.

«Le président de la République en porte l'entière et totale responsabilité», a-t-il asséné à ce propos.

## La situation au FLN est «étrange»

Concernant ce qui se passe au FLN et au RND, le président du MSP considère leur situation «étrange» et «inquiétante», le FLN est, selon lui, «entre les mains des hommes d'affaires avec des méthodes non politiques». Ce qui accredit davantage le point de vue de nombre de personnes selon lequel il y a nécessité de mettre le FLN au musée. Un sort que même des historiens du vieux front n'ont pas hésité à évoquer. «Ne restez pas un appareil et faites de vrais congrès», a affirmé Mokri avoir maintes fois conseillé aux cadres du FLN.

M. K.

SANCTION CONTRE LES FUMEURS  
DANS LES ESPACES PROTÉGÉSUne mesure  
«insuffisante»,  
selon la Forem

**Pour le président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem), la sanction prise contre les fumeurs dans les espaces protégés est «insuffisante». Il estime que d'autres mesures doivent être prises pour lutter contre le tabagisme.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - L'Algérie a pris beaucoup de retard dans la lutte contre le tabagisme. C'est ce qu'a affirmé le professeur Mustapha Khiati hier au forum du quotidien *DK News* à Alger. «En l'espace de deux décennies, le taux de consommation du tabac ainsi que le nombre de cas de cancer du poumon ont doublé», dit-il.

Le président de la Forem rappelle ainsi la loi 85-05 du 16 février 1985 modifiée et complétée qui prévoit la protection contre l'exposition à la fumée de tabac et le décret exécutif du 24 septembre 2001 fixant les lieux publics où l'usage du tabac est interdit. Selon lui, les modalités permettant l'application de cette loi n'ont pas été mises en place.

Evoquant la sanction du non-respect du décret exécutif de 2001 inscrite récemment dans la nouvelle loi sur la santé, par une amende de 5 000 dinars, il estime qu'elle est certes, «importante» mais reste «insuffisante» en raison du tabac qui est accessible.

P<sup>r</sup> Mustapha Khiati plaide ainsi pour une augmentation «annuelle» et «conséquente» du prix du tabac. «Même si la hausse du prix des cigarettes n'a que très peu d'impact sur le tabagisme chez les adultes, ce n'est pas le cas chez les mineurs. Elle permet au contraire de rendre le tabac hors de portée des enfants», souligne-t-il.

Il déplore également l'absence de service de consultations anti-tabac dans les hôpitaux qui, ne peut qu'aider à lutter contre le tabagisme.

Par ailleurs, l'invité du forum a présenté les résultats de la nouvelle enquête réalisée par la Forem sur le tabagisme.

Réalisée en mai dernier dans des établissements de l'enseignement moyen et secondaire à l'est d'Alger, l'enquête a concerné 8 645 élèves dont 53% de filles.

Selon les résultats obtenus, le taux de consommation du tabac dans les collèges est de 2,2% chez les filles et de 14,8% chez les garçons. Chez les lycéens, 3,6% de filles fument contre et 34,3% de garçons.

L'enquête de la Forem révèle que ce fléau touche beaucoup plus les enfants qui vivent loin de leurs parents et qui disposent ainsi d'une certaine autonomie financière.

Des jeunes fumeurs pour lesquels la scolarité a très peu d'intérêt. Il en ressort aussi que la plupart de ces «fumeurs» ont des enseignants qui fument et/ou des parents qui fument aussi.

Ry. N.